Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

AMBASSADE DE FRANCE
EN ROUMANIE

Revue des médias roumains des 8-10 avril 2017

n° 19354

Réactions aux attentats à Stockholm et en Egypte.
Banque nationale roumaine : l'adhésion à l'euro, pas avant 2024.

Attentats à Stockholm et en Egypte. Les autorités roumaines ont publié des messages de condoléances et de solidarité après les attentats qui ont frappé la Suède et l'Egypte à la fin de la semaine dernière. Le Président Klaus Iohannis a envoyé aujourd'hui une lettre au roi Carl XVI Gustav de Suède pour adresser ses condoléances aux familles des victimes et ses vœux de rétablissement aux blessés. Un camion a foncé vendredi 7 avril sur les piétons à Stockholm, faisant quatre morts et plusieurs blessés, dont un citoyen roumain (*Agerpres*).

Le Président roumain a également envoyé un message de condoléances à son homologue égyptien Abdel Fattah al-Sisi à la suite des attentats terroristes dirigées contre la communauté chrétienne d'Egypte et revendiquées par le groupe Etat islamique, qui se sont produits hier à Alexandrie et Tanta, faisant au moins 45 morts et une centaine de blessés (*Agerpres*).

Banque nationale roumaine : l'adhésion à l'euro, pas avant 2024. Le Premier ministre Sorin Grindeanu a déclaré ce matin lors d'une réunion du comité interministériel chargé du passage à l'euro que la convergence monétaire devait se produire en Roumanie en parallèle avec la convergence des revenus des Roumains par rapport à l'UE. Selon le chef du Gouvernement roumain, les autorités roumaines doivent veiller à ce que le passage à la monnaie européenne soit « *le plus doux possible pour les citoyens* », en s'inspirant notamment de l'expérience des pays ayant passé à l'euro après avoir été dans des situations similaires à celle de la Roumanie (*Agerpres*).

Adevărul reprend les conclusions d'une étude réalisée par la Banque nationale roumaine (BNR), selon laquelle la Roumanie pourrait rejoindre la zone euro au plus tôt en 2024, le premier obstacle à l'adhésion étant le décalage important de développement. Pour atteindre le niveau de développement requis, représentant 75% du niveau moyen de développement de la zone euro, la Roumanie doit enregistrer une croissance économique annuelle constante de 5% du PIB pendant neuf ans.

Ana Birchall, ministre déléguée aux Affaires européennes, a pour sa part averti aujourd'hui que la Roumanie ne rattraperait pas les décalages de développement si les travailleurs roumains qualifiés continuaient de quitter le pays (*Radio România Actualități*). Bucarest suit avec attention les débats législatifs actuels au niveau européen ayant des effets indirects sur les libertés fondamentales, soulignent les médias. Ana Birchall a notamment fait référence à la réforme des règlementations sur la coordination des systèmes de sécurité sociale. « *Les décisions pouvant limiter les bénéfices auxquels ont droit les travailleurs européens, y compris roumains, en raison du travail effectué et des taxes payées, n'ont pas leur place* ». La ministre a souligné que, paradoxalement, c'était dans les pays occidentaux qui avaient le plus profité de la libre circulation des travailleurs, que les populistes critiquaient et attaquaient ce droit fondamental prévu par les traités européens. Ana Birchall a plaidé pour une politique européenne de gestion des travailleurs, articulée notamment autour de la reconnaissance des qualifications, de la portabilité des retraités, de la plateforme EURES (le réseau européen d'aide à la mobilité des demandeurs d'emploi) (*Agerpres*).

Journée internationale des Roms. Le Président Iohannis a souligné le 8 avril dernier l'importance du dialogue interethnique et a fermement condamné les manifestations racistes. « *C'est une bonne occasion pour que les autorités et la société civile renouvellent leur*

engagement pour l'émancipation économique, sociale et culturelle de la communauté rom » (*Evenimentul Zilei*). A son tour, le ministère des Affaires étrangères a annoncé qu'il continuerait à militer pour l'élimination des tentatives de stigmatisation des communautés rom à l'étranger (*Agerpres*).

La France en Roumanie et la Roumanie en France

- Reportage *France 2* : « *Médecine : enquête sur l'obtention du diplôme à l'étranger* », la Roumanie est devenue l'Eldorado des études pour les futurs médecins et dentistes français. Dans une des universités du pays, à Cluj, près de 1 200 étudiants français sont venus suivre le cursus roumain de médecine.

- Reportage à regarder en ligne *sur Arte TV* : « *À l'ombre des Carpates. La Roumanie : une terre de savoirs* », pays pauvre de l'Union européenne, la Roumanie offre pourtant des joyaux de culture et d'histoire. La découverte de la région se poursuit en compagnie du poète et journaliste Mircea Dinescu, célèbre opposant à Ceausescu dans les années 1980.

- Catherine Durandin, historienne, spécialiste de la Roumanie : *« Roumanie, quelle crise pour quel avenir ? »*. Fondamentalement, il s'agit d'une crise identitaire liée à un besoin de refondation, de rupture enfin radicale, avec le passé. Mais, de cette rupture, les laissés-pour-compte de la croissance, les pauvres des zones rurales aux infrastructures défaillantes, les personnes âgées aux retraites insuffisantes, les jeunes sans formation, ne la veulent pas (*Courrier des Balkans*).

Toute l'équipe de l'Ambassade de France en Roumanie s'associe à la douleur de la famille, des proches et des collègues de Vincent Caumontat, ancien Consul à Bucarest de 2007 à 2010, décédé hier en Turquie.

Retrouvez l'ensemble de nos revues de presse sur le site Internet de l'Ambassade de France en Roumanie.

Cette revue de presse, qui ne prétend pas à l'exhaustivité, se limite à présenter des éléments publiés dans les médias roumains. Elle ne reflète en aucun cas la position de l'ambassade ou du gouvernement français.

© Tous droits de diffusion et de reproduction de cette revue de presse sont réservés à

l'Ambassade de France en Roumanie